

Burundi : l'économie frappée de plein fouet par la crise politique

@rib News, 31/08/2018 Source AFP L'économie du Burundi est frappée de plein fouet par la crise politique et sécuritaire que traverse le pays depuis trois ans, et qui met à mal les modestes progrès socio-économiques réalisés durant la décennie précédente, averti vendredi le centre d'analyse International crisis group (ICG)

"Alors que le 'oui' au référendum constitutionnel du 17 mai 2018 ouvre une nouvelle phase dans la crise politique et sécuritaire en cours au Burundi, le déclin de l'économie exacerbe le risque de violence", écrit l'ICG dans un rapport. Le pays est passé d'une croissance annuelle de 4,2% de moyenne durant la période 2004-2014 à une contraction de l'économie de 3,9% en 2015 et de 0,6% en 2016. "Les modestes progrès économiques et sociaux" réalisés dans les années 2000 "sont maintenant remis en cause tandis que le marasme économique s'installe", a regretté l'ICG. "Pour survivre, de nombreux Burundais doivent chercher un second emploi, pratiquer la petite corruption ou éliminer toutes les dépenses non essentielles". "Toutes les catégories de la population en paient le prix", a souligné le rapport. "Une décennie de progrès en matière de santé et d'éducation a été balayée : de nombreux médecins ont quitté le pays, arrive fréquemment que les enseignants ne reçoivent pas leurs salaires et l'accès aux études universitaires est menacé pour les étudiants boursiers", a ajouté la même source. Le rapport note qu'en 2017, le Burundi ne comptait plus qu'environ 500 médecins pour une population de plus de 11 millions de personnes. "L'économie burundaise se transforme progressivement en une économie de pénurie", résume l'ICG. Le gouvernement, sous sanctions de son principal bailleur (l'UE) et dont les dépenses de sécurité ont explosé depuis le début de la crise, "a mis en place une politique de ponction généralisée, développant un large répertoire de ressources alternatives plus ou moins licites et sollicitant de nouveaux bailleurs", Chine ou Russie, notamment. Cette organisation appelle les principaux bailleurs du Burundi à "augmenter leur soutien à la population en renforçant les capacités des organisations non gouvernementales (...), et en limitant les risques que l'aide extérieure aggrave la dynamique de conflit au niveau local". Le Burundi est en crise depuis que le président Pierre Nkurunziza a annoncé en avril 2015 sa candidature à un troisième mandat controversé et a été élu en juillet de la même année. Les violences qui ont accompagné la crise auraient fait au moins 1.200 morts et déplacé plus de 400.000 personnes entre avril 2015 et mai 2017, d'après les estimations de la Cour pénale internationale, qui a ouvert une enquête. La réforme de la Constitution adoptée en mai par référendum ouvrait la possibilité au chef de l'Etat, au pouvoir depuis 2005, de se représenter pour deux mandats de 7 ans à partir de 2020. Mais il a surpris les observateurs en assurant en juin qu'il ne se représenterait pas à la présidentielle de 2020.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});